



CHOC DES SAVOIRS : NI AMENDABLE, NI NÉGOCIABLE ! EXIGEONS SON ABROGATION !

L'intersyndicale FSU, UNSA, FNEC, SGEN, CGTR Educ'action, SAIPER-UDAS, Sud Education, FCPE et Union Etudiante, réunie ce samedi 25 mai au CREPS de St Denis a fait le point sur le "choc des savoirs", réforme qui sera mise en œuvre dès la rentrée 2024. Cette réforme est à l'opposé des missions que porte l'école publique ; loin de garantir l'égalité des chances, c'est un tri social précoce qui décidera du destin de toute une génération, loin de l'idéal d'égalité des chances.

Partout en France, des dizaines de rassemblements et de manifestations ont eu lieu ce samedi pour exiger le retrait de ce projet.

Le "choc des savoirs", c'est une attaque frontale contre l'école publique, de l'école primaire au lycée :

- Tri des élèves dès le plus jeune âge avec la mise en place de groupes de niveau en 6^{ème} et 5^{ème}.

- Barrage à l'entrée au lycée avec un Brevet rendu obligatoire pour y accéder.
- Mise en place de classes "prépa-seconde" pour les recalés du Brevet pendant les vacances dans des conditions floues.

Par ailleurs, la mise en place de ces "groupes de niveau" ou "de besoins" ne ferait qu'aggraver encore plus les conditions de travail : éclatement du groupe classe en Français et Mathématiques, alignement des emplois du temps en barrettes avec toutes les contraintes que cela peut comporter (emplois du temps à trous, etc.), suppression des heures de dédoublements dans les autres disciplines pour financer ces groupes, remise en cause de la liberté pédagogique, ...

Ces dégradations ne pourront que s'amplifier si la réforme s'applique ensuite aux classes de 4^{ème} et 3^{ème} en 2025.

Ce choc des savoirs, c'est la poursuite à marche forcée de la politique antisociale du gouvernement. En effet, ces attaques contre l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire vont toucher d'abord les populations les plus fragiles et favoriser une fois de plus l'école privée.

L'école publique est menacée d'effondrement à l'instar de l'hôpital public et de tous les services publics. L'objectif est bien de liquider la Fonction publique pour arriver à sa privatisation progressive.

C'est pourquoi, l'intersyndicale appelle les personnels à se réunir et se mobiliser pour bloquer la politique réactionnaire de Macron et de son gouvernement.